

Nouveaux Cahiers du socialisme



Le fossé démocratique à combler pour une transition juste

Fanny Theurillat-Cloutier and Carole Yerochewski

Number 25, Winter 2021

Sortie de crise : de la pandémie ou du capitalisme ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94857ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Theurillat-Cloutier, F. & Yerochewski, C. (2021). Le fossé démocratique à combler pour une transition juste. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (25), 103–109.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

SORTIE DE CRISE : DE LA PANDÉMIE OU DU CAPITALISME ?
Paradigmes, politiques, acteurs et actrices

Le fossé démocratique à combler pour une transition juste

Fanny Theurillat-Cloutier, Carole Yerochewski

*Respectivement professeure de sociologie au cégep Marie-Victorin, sociologue, professeure associée
à l'Université du Québec en Outaouais*

- Et pourquoi n'a-t-elle pas de visage ?

- Les serviteurs n'ont plus de visage quand leurs maîtres les méprisent.
Ne sais-tu pas que nous sommes entourés d'êtres sans visage ?

L'homme frémit comme si le marchand de soba avait lu dans ses pensées.
« Le spectre sans visage » dans *La princesse qui aimait les chenilles*¹

Comment réaliser une sortie du capitalisme écologique, féministe, antiraciste ? Saisissant l'opportunité de la crise, plusieurs se sont essayés à penser la transition, entre autres parmi les autrices et auteurs de ce dossier. Cependant, il nous apparaît qu'il reste toujours un impensé dans la façon d'élaborer cette transition – même s'il est souvent évoqué comme incontournable : comment réaliser l'idéal démocratique qui accompagne l'idée de transition *juste* ? Si l'on s'accorde sur le fait que a) l'exploitation consiste à s'appropriier le travail de l'autre, en s'appuyant sur une division du travail qui valorise certains travaux et en dévalorise d'autres, et en utilisant la domination (politique, culturelle, institutionnelle) et l'oppression (la sujétion, la violence, l'appropriation des corps, l'esclavage, les formes contraintes de travail), b) tous les grands conflits et « révolutions » n'ont pas réglé ni la question des classes sociales

¹ René de Ceccatty et Ryōji Nakamura, *La princesse qui aimait les chenilles. Contes et légendes d'Asie*, Arles, Éditions Picquier, 2017, p. 121.

ni celle de la reconnaissance des droits des femmes et des populations racisées, dès lors, comment faire en sorte que celles et ceux aujourd'hui exploités, dominés et opprimés reprennent une place à part entière dans le processus de transition ? En particulier, comment faire en sorte que les travailleuses et travailleurs essentiels, en majorité des femmes, et de plus en plus des femmes racisées, prennent la parole et que ces paroles soient entendues et suivies d'effets concrets ?

La pandémie a mis en lumière ces inégalités sociales interreliées. Sans revenir en détail sur ces inégalités très bien décrites ailleurs, nous voulons amener à penser qu'à la nécessité de remettre en cause les hiérarchies sociales pour ne pas reconduire ces inégalités, il faut ajouter une révision de la distribution du pouvoir politique sur le même principe : un renversement complet des perspectives. Ainsi, nous défendons dans cet article qu'une relance juste, qui ouvre la voie à une transition écologique, féministe, antiraciste et populaire, est une relance qui donne ou redonne du pouvoir d'agir et de décider aux classes et groupes sociaux dominés (au Québec, et bien sûr dans le cadre des rapports Nord-Sud). Autrement dit, nous proposons de considérer comme prioritaire l'architecture démocratique qui doit conduire la relance vers une transition juste. Nous défendons que ce soit en effet le moyen de remettre l'économie à sa place, de la « réencastrer », pour reprendre Polanyi, dans la société au lieu de soumettre celle-ci à des mécanismes de marché et de l'accumulation ; nous croyons en effet que redonner du pouvoir d'agir et de décider aux populations, et en particulier aux femmes des classes populaires ou racisées, fera surgir des solutions pour organiser une économie au service de la création de liens sociaux et de structures sociétales productrices d'égalité et de bien-être pour l'ensemble de la planète.

Ainsi, il est frappant de constater que là où émergent des propositions qui s'inscrivent dans ce paradigme du « prendre soin » (*care*), elles proviennent, comme à Hawaï, d'une structure chargée de veiller aux besoins des femmes (la Commission pour le Statut des Femmes de l'État de Hawaï), qui se préoccupe d'atteindre l'égalité effective². À l'encontre du plan soutenu par l'État, le milieu des affaires et des organismes non gouvernementaux, cette Commission s'est aussi préoccupée des enjeux *de facto* reliés aux femmes tels que l'enfance et le soin aux personnes, et aux préoccupations sociales et écologiques. S'ensuit une série de recommandations budgétaires et de propositions de relance qui auraient leur place dans une note d'un institut comme l'IRIS³.

2 Maud Pajtak, « Le plan de relance économique féministe post-COVID 19 de Hawaï », *Meufer*, 19 juin 2020, <<https://meufer.com/actu/monde/hawai-plan-relance-economique-feministe-suite-covid-19/>>.

3 À titre de comparaison et parce qu'il s'agit d'une proposition allant dans le sens d'une relance structurée autour de l'objectif du « prendre soin », voir Guillaume Hébert, *Le gouvernement doit créer des emplois dans le secteur public*, fiche technique de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), n°9, novembre 2020.

Des critiques du plan de relance qui ne sortent pas du cadre

En revanche, nombre de critiques de gauche aux plans de relance proposés, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, ne rompent pas avec le capitalisme⁴, c'est-à-dire avec une construction sociale de l'économie qui compose avec des activités polluantes et de peu d'utilité sociale, que l'on valorise parce qu'elles sont source de profits⁵. Le Québec ne fait pas exception.

Ainsi, sans surprise, le gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) prépare au moment d'écrire ces lignes, en novembre 2020, un plan de sortie de crise classique tourné vers la construction d'infrastructures, autrement dit vers la relance de la création d'emplois dans des secteurs majoritairement masculins, industriels et de la construction et faisant fi de ses propres normes environnementales⁶ relativement minimales. Certes, nous avons constaté ces dernières années la nécessité de reconstruire les écoles, de rénover de fond en comble les bâtiments vétustes de notre système de santé, ou l'insuffisance des transports collectifs. Mais la pandémie aura surtout mis en lumière que nous marchons sur la tête en déqualifiant et en sous-payant celles et ceux qui assurent les activités dites essentielles, entre autres dans les services publics, mais pas seulement.

Pourtant, plusieurs ont pris conscience grâce à la pandémie de l'importance d'un ensemble de tâches habituellement invisibilisées et des personnes qui les occupent, à présent que ces personnes mettent leur vie en danger au quotidien pour nous. Dans son ouvrage *Les souffrances invisibles*⁷, Karen Messing parlait du « fossé empathique » qui sépare les personnes occupant les emplois du bas de l'échelle et les autres. Ces personnes sont systématiquement dévalorisées, oubliées. On remercie « tout le monde » après des soins à l'hôpital : *grosso modo* les infirmières et les médecins. Les préposées aux bénéficiaires et les préposés à l'entretien ménager sont invisibles, sauf lorsqu'il s'agit de critiquer leur travail⁸. Pourtant leur travail est bel et bien essentiel, tout comme celui des femmes des services de garde dans les écoles quand les enseignantes ne sont pas avec les élèves, celui des travailleuses et travailleurs

4 Marc Bonhomme. « Résultat : Aucun des projets de relance ne rompt avec le capitalisme », *Presse-toi à gauche*, 12 mai 2020.

5 Rappelons que ce sont nos conventions, et non une quelconque loi économique, qui confèrent leur valeur d'échange marchande aux différentes activités humaines. Et ces conventions ne sont ni objectives ni, surtout, neutres par rapport aux rapports de pouvoir qui structurent nos sociétés.

6 Nous faisons référence ici au projet de loi 61 remplacé par le projet de loi 66 (devenu loi en décembre 2020) suite à une levée de boucliers. Si le projet de loi 66 répond aux critiques quant aux possibilités de problèmes de corruption dans l'octroi des contrats, le reste des critiques reste inchangé. Voir Collectif, « Projet de loi 66 : irresponsable et injustifié au regard des enjeux environnementaux, sociaux et économiques », *Presse-toi à gauche*, 27 octobre 2020.

7 Karen Messing, *Les souffrances invisibles. Pour une science du travail à l'écoute des gens*, Montréal, Écosociété, 2016.

8 Alors que souvent les situations critiquées ne sont pas du ressort des préposées-e. mais bien de leurs conditions de travail : rythme insoutenable, matériel déficient, manque de personnel, etc.

agricoles – souvent des étrangers au sous-statut de temporaire, particulièrement exposés l'été dernier, car regroupés et logés dans des endroits exigus, avec trop souvent un manque d'équipements de protection. Pensons aussi aux commis d'épicerie, caissières, manutentionnaires, transporteurs, gardiens de sécurité aussi essentiels que les préposées « anges gardiens »⁹. Alors que le manque de personnel, du fait des trop dures conditions de travail, devient de plus en plus criant non seulement dans la santé et les services sociaux, mais aussi dans les services de garde subventionnés et la plupart des activités essentielles, quelles mesures seront mises en place ? Ces emplois, souvent majoritairement féminins et grandement racisés, ont montré leur valeur en temps de crise, mais ils sont oubliés par les projets de relance économique gouvernementale, alors que plusieurs études démontrent en outre que les femmes sont plus affectées par les pertes d'emploi et de revenus durant cette pandémie¹⁰.

Le paradigme du soin, une perspective politique¹¹

La version libérale – au sens philosophique du terme et non à son sens partisan – de la reconnaissance des métiers du soin (*care*) et des personnes qui y travaillent a été de parler des « anges gardiens ». Dans une perspective moralisatrice, il s'agissait donc de « dire merci » à ces anges gardiens, ces personnes dévouées « parce que c'est dans leur nature »... de femmes principalement et de femmes racisées qui plus est. Classique des emplois du *care* : on attend des personnes qui les occupent un « don de soi » et elles auront notre reconnaissance éternelle. Défendre un changement de paradigme, mettre la machine économique au service du « prendre soin », ne peut s'inscrire dans cette perspective moralisatrice ; il s'agit d'un enjeu politique au sens propre du terme, un choix d'un autre monde. Les mesures d'urgence mises en place par le gouvernement fédéral dans une perspective libérale ont mis sur le devant de la scène l'incroyable injustice qu'il y avait à voir des gens travailler et s'exposer à l'épidémie et percevoir l'équivalent des 2 000 \$ par mois de la prestation canadienne d'urgence¹². En effet, dans le privé, il n'est pas rare de voir les préposées embauchées au salaire minimum (13,10 \$ de l'heure au 1^{er} mai 2020). Avec l'aide du fédéral, le gouvernement Legault a décidé de *bonifier de façon momentanée* leur salaire et leur

9 Le gouvernement Legault refuse de régulariser les sans-statut qui n'étaient pas préposées aux bénéficiaires, comme s'ils n'avaient pas aussi pris de risques.

10 Conseil du statut de la femme, *Emploi : pertes plus lourdes et reprise plus lente chez les femmes*, 23 juillet 2020, <<https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/economie/emploi-pertes-plus-lourdes-et-reprise-plus-lente-chez-les-femmes/>>.

11 Emmanuel Laurentin et Manon Prissé, « Joan Tronto : "Organiser la vie autour du soin plutôt que du travail dans l'économie changerait tout" », *France-Culture*, 5 mai 2020, <<https://www.franceculture.fr/societe/joan-tronto-organiser-la-vie-autour-du-soin-plutot-que-du-travail-dans-leconomie-changerait-tout>>.

12 La prestation canadienne d'urgence (PCU) est un programme mis en place par le gouvernement canadien afin d'aider financièrement les personnes sans revenu à la suite du confinement décrété au printemps 2020 pour lutter contre la pandémie.

statut d'emploi. Des primes ont été allouées dans le privé et le public, mais pour le temps de la pandémie et, dans le secteur public, seulement au personnel travaillant à temps plein. Autrement dit, cette visibilisation sera d'une durée limitée, avant le retour à « l'anormal »¹³.

Le plus marquant face à ce plan de relance du gouvernement Legault, c'est que la maigre place réservée aux travailleuses et travailleurs essentiels ne suscite pas plus de protestations, à gauche. De la même façon que les propositions alternatives en matière écologique ont tendance à éviter la confrontation avec le capitalisme, les critiques concernant la place des travailleurs essentiels demeurent cantonnées dans la voie étroite des négociations collectives du secteur public. Le motif ? Si l'on veut s'asseoir à la table de négociations avec un gouvernement comme celui de Legault, il faut adapter ses revendications en conséquence¹⁴. Mais en restant dans ce cadre, les salaires arrachés pour les préposée-s qui débutent n'atteindront pas, sans les primes, les 26 \$ de l'heure qu'avait fait miroiter le gouvernement Legault à celles et ceux qui, l'été dernier, ont saisi son offre de venir travailler en CHSLD¹⁵ après une courte formation¹⁶. De même, si quasi unanimement les syndicats et la gauche réclament de réinvestir dans les services publics, l'absence d'objectifs clairement identifiés ne permet pas de donner corps au paradigme du « prendre soin ».

Va-t-on se retrouver dans « l'après » avec la même hiérarchie sociale qu'« avant » et les inégalités qu'elle engendre ? Il y a fort à parier que, sans remise en cause de la structure des pouvoirs politiques et organisationnels, le « fossé empathique » se perpétuera, parce qu'il renvoie en fait à un « fossé démocratique ». Et ce fossé empathique aboutit à dévaloriser le travail essentiel et les gens qui l'effectuent, et à penser que leur participation démocratique n'est pas... essentielle, que l'on peut s'exprimer à leur place, parler en leur nom, puisque ce qui est important est ailleurs.

Le point de vue des dominé-e-s, une remise en cause de l'universel ?

Pourquoi demander à tout prix une représentativité des dominé-e-s dans toutes les instances politiques, à toutes les échelles, à l'instar de ce que propose l'économiste Julia Cagé¹⁷ ? La posture des universitaires, des syndicalistes qui occupent des positions de prestige et d'autres professionnelles qualifiés ou instruits porteurs de

13 Terme utilisé par plusieurs interlocutrices et interlocuteurs pendant la pandémie pour remettre en cause la société telle qu'elle était avant la pandémie, comme si un retour en arrière était souhaitable.

14 Comme, par exemple, l'expliquait en substance Caroline Senneville, la première vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), à l'assemblée générale du Conseil central du Montréal-métropolitain-CSN, au début de septembre 2020.

15 CHSLD : centres d'hébergement et de soins de longue durée.

16 On pourrait aussi souligner le silence assourdissant des négociations concernant le racisme systémique dans le secteur public.

17 Julia Cagé, « Amenons la démocratie aux citoyens ! », *Alternatives économiques*, 14 novembre 2020.

privilèges, leur donne une vue partielle des phénomènes. Leur réflexion reste souvent circonscrite par les mécanismes économiques, institutionnels ou politiques existants. Cela se traduit en partie par un sentiment d'impuissance que l'on combat par des appels à l'intervention de l'État, à l'adoption de politiques publiques, sans que soit explicité comment cet État au service d'un projet néolibéral depuis les années 1980 va se réorienter, ni pourquoi d'ailleurs il le ferait s'il n'y a pas de mouvements sociaux de masse pour l'y pousser.

Or d'où peuvent venir de tels mouvements sociaux, si ce n'est de la masse des exploité-es et opprimé-es ? Ces mouvements sociaux étaient en train de provoquer un tsunami à l'échelle de la planète, juste avant le confinement : Chili, Liban, Équateur, Iran, etc.¹⁸ Portés d'un bout à l'autre du globe par des travailleuses et travailleurs pauvres, des communautés autochtones, des regroupements de migrantes et migrants, des jeunes qui n'ont connu que la précarité malgré leur diplôme, des ruraux voulant préserver la biodiversité, et des femmes qui ne se sont jamais autant mobilisées en tant que femmes luttant contre le sexisme et le patriarcat, ce sont ces mouvements sociaux qui peuvent nous amener à penser et à agir hors du cadre.

D'où l'importance de rendre du pouvoir d'agir et de décider à ces populations féministes, écologistes, racisées que constituent les travailleuses et travailleurs essentiels. Si ces personnes ont le pouvoir d'agir collectivement, elles sauront comment peser en faveur d'un changement de paradigme. Car leur place sur le marché du travail et dans les rapports sociaux en fait des observatrices et observateurs hors pair des situations d'exploitation et de domination dans notre société¹⁹. Elles ont ainsi un point de vue d'*outsiders* de l'intérieur, à la fois exclues de l'ordre social, mais en position d'en saisir les mécanismes plus complètement.

Certain-es crieront au subjectivisme ou au relativisme total – c'est ce qui d'ailleurs a été reproché aux gilets jaunes lorsqu'ils refusaient qu'on parle en leur nom, qu'on résume leurs positions pour eux et elles, même si c'était pour les défendre. Or défendre que les points de vue sur le monde sont situés « ne signifie pas que le monde qui nous environne est un pur construit subjectif que chacun pourrait forger à sa guise et que, finalement, n'importe quel point de vue équivaldrait à n'importe quel autre. Tout au contraire, la théorie du point de vue devrait nous inciter à rechercher, derrière ces visions divergentes, les rapports sociaux qui les engendrent en produisant des groupes dont les intérêts sont (plus ou moins) contradictoires²⁰ ».

18 Voir Beverly J. Silver et Corey R. Payne, « Crise de l'hégémonie mondiale et accélération de l'histoire sociale » dans ce numéro.

19 Christian Poirer, « Articuler les rapports de sexe, de classe et interethniques. Quelques enseignements du débat nord-américain », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° 1, 2005.

20 Poirer, *op. cit.*, p. 22-23.

Soutenir que toute vision sur le monde est située ne signifie pas non plus que le monde est une arène où se confrontent des intérêts spécifiques. En fait, tous les groupes minorés se heurtent, lorsqu'ils commencent à faire irruption dans le débat public, au fait de se voir reprocher d'être un groupe d'intérêt. Dans le monde libéral, toujours au sens philosophique, où il n'existe que les individus, toute action collective est considérée comme la mobilisation d'intérêts particuliers face à un ordre social dominant présenté comme universel. Les syndicats ont été longtemps considérés comme des associations illicites alors qu'ils ne faisaient que contrecarrer par le regroupement collectif l'inégalité des positions entre employeurs et travailleurs résultant des rapports de pouvoir entre capital et travail. Depuis, les mouvements de femmes et d'autres mouvements sociaux sont venus rendre visibles d'autres formes d'exploitation et d'oppression tout aussi génératrices d'inégalités et d'injustices sociales. « Le privé est politique » disait par exemple le mouvement des femmes. Aujourd'hui, on reconnaît qu'il peut y avoir viol de la part d'un conjoint.

La prise de parole de la part de « sans-voix » est, comme le soutient le philosophe Jacques Rancière, un acte politique. Lorsque les sans-part réclament leur dû, ils transforment nécessairement le monde parce que le monde était jusqu'alors organisé sans eux et que ce monde ne pouvait pas les inclure.

Cette participation ne se fait pas sans heurts, puisqu'elle re-brasse les cartes, entre autres les cartes de ce que c'est être « de gauche ». Les certitudes sont déboulonnées, comme la statue de John A. Macdonald, raciste notoire. Certains le vivent très mal, ce qui n'est guère étonnant puisqu'ils perdent leur privilège d'être ceux qui formulent ce qu'est la gauche, ce qu'est être progressiste. Mais collectivement parlant, nous perdrons beaucoup plus si les femmes et les hommes qui se retrouvent au bas de l'échelle – là où l'on place les activités essentielles – ne récupéraient pas le pouvoir d'agir et de peser collectivement dans la transition.